



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

Marché de prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de CVC, désenfumage et plomberie des PICAV Paris Seine Sud et Paris Bercy

Lot 1 : Marché de prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de CVC, désenfumage et plomberie des bâtiments gérés par le PICAV Paris Seine Sud

Lot 2 : Marché de prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de CVC, désenfumage et plomberie du parc immobilier de Paris Bercy

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – commun aux deux lots

Numéro de consultation : BAMAC-2025-306-CVCplomberie

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC	3
Article 2 - ALLOTISSEMENT	3
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION	3
Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE PUBLIC	3
Article 5 - DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	4
5.1 Cadre général	4
5.2 Reconduction du marché public	4
Article 6 - LIEUX D'EXÉCUTION.....	4
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 8 - MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
8.1 Représentation des parties	4
8.2 Conditions d'exécution	4
8.3 Obligations du titulaire	8
8.4 Responsabilité du titulaire.....	9
8.5 Constatation de l'exécution des prestations – opérations de vérification (lot 1).....	9
8.6 Contrôle des résultats	9
8.7 Clause d'insertion par l'activité économique.....	9
8.8 Clauses environnementales	12
8.9 Pénalités.....	13
Article 9 - REGIME FINANCIER.....	13
9.1 Variation des prix.....	13
9.2 Nature des prix.....	14
9.3 Avance	14
9.4 Modalités financières	15
Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
10.1 Forme des notifications et des informations.....	16
10.2 Langue.....	16
10.3 Sous-traitance	16
10.4 Assurances	17
10.5 Autres obligations administratives.....	17
10.6 Résiliation	17
10.7 Résiliation partielle	18
10.8 Exécution aux frais et risques du titulaire	18
10.9 Différends.....	18
10.10 Litiges et contentieux.....	19
Article 11 - EVALUATION DES FOURNISSEURS	19
Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG.....	19
Article 13 - Annexes	20
13.1 Annexe 1 : grille d'évaluation des fournisseurs	20
13.2 Annexe 2 : indicateurs de performance (KPI) et pénalités.....	20

Article 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet l'exploitation et la maintenance des immeubles rattachés aux PICAV Paris Seine Sud (lot 1) et Paris Bercy (lot 2) du Ministère des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN), dans les 12^e et 13^e arrondissements de Paris.

Ce marché public de prestations de services, porte sur la maintenance préventive et corrective des équipements décrits au CCTP.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

n° du lot	Intitulé
1	Marché de prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de CVC, désenfumage et plomberie des bâtiments gérés par le PICAV Paris Seine Sud
2	Marché de prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de CVC, désenfumage et plomberie du parc immobilier de Paris Bercy

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché public est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2-1^o et R2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est composé :

- d'une part forfaitaire, pour les prestations de maintenance préventive, d'astreinte et de dépannage ;
- d'une part à bons de commandes. Cette part est régie par les dispositions des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Les parts à bon de commande sont sans minimum, avec les maxima suivants :

n° du lot	Montant maximum sur toute la durée du marché
1	1 600 000€ HT
2	14 000 000€ HT

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP et ses annexes.

Article 5 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

5.1 Cadre général

Le marché public est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction du marché public

Le marché public est reconductible tacitement 2 fois par périodes complémentaires d'un an.

Dans le cas d'une non-reconduction, la personne publique notifie expressément sa décision 2 mois avant échéance.

En cas de non-reconduction du marché public, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Article 6 - LIEUX D'EXÉCUTION

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont listés au CCTP de chaque lot.

-

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- pour chaque lot, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) correspondant et leurs annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre du mémoire technique du titulaire ;
- les bons de commandes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché public.

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire et contraire aux pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Article 8 - MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché public.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché public.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché public.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, après notification du marché, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) soumise à l'acheteur dans son offre. Cette

composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe.

8.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.2.3 Connaissance des lieux et des équipements

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Tout le personnel mis à la disposition de la personne publique, dans le cadre du présent marché public, doit posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre.

Le titulaire pourra à son initiative et en concertation avec la personne publique au moins 15 jours avant le démarrage du présent marché, mettre sur le site des moyens lui permettant de prendre en compte l'ensemble des installations à la date de démarrage du marché.

Les connaissances qui devront être acquises avant le démarrage des prestations seront axées essentiellement sur :

- le mode de fonctionnement du service exploitation maintenance de l'acheteur,
- les objectifs de la personne publique,
- le fonctionnement technique de l'ensemble des équipements objet de la prestation,
- la connaissance de la topographie du bâtiment,
- la documentation existante concernant le bâtiment et les équipements.
-

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont mentionnés dans le CCTP, dans les dossiers des ouvrages exécutés et dans leurs différentes annexes. Ces éléments sont donnés à titre indicatif, le Titulaire étant réputé avoir vérifié, préalablement à l'établissement de son offre, les éléments fournis par la visite des installations et locaux, et la consultation des documents.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent en cause, en aucun cas, le montant de maintenance récurrent du marché.

Le Titulaire renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

8.2.4 Protection des installations existantes

La mission du Titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de ou par sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après notification restée sans effet, l'acheteur peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du Titulaire par tous les moyens qu'il juge bons.

A cette fin, dès notification du marché, le titulaire aura l'accès au site, aux équipements et à la documentation s'y rapportant.

8.2.5 Évolution du périmètre du marché

- Le Titulaire assure, dans le cadre de son forfait, la maintenance de toutes nouvelles installations qui seraient réalisées dans le cadre de la part à bons de commande du présent contrat ou par un tiers à

l'occasion d'un autre marché contracté par la personne publique.

- La prise en compte des extensions et/ou aménagements est due par le titulaire à hauteur de 5% des équipements de la maintenance préventive et corrective de la partie forfaitaire commune aux 4 années d'exécution, sans incidence financière, pendant toute la durée du marché.
- Si ce seuil n'est pas atteint, ces équipements sont pris en compte lors de la dernière année du contrat.
- Tout ajout ou dépose d'équipement est formalisé par avenant lorsque la variation consécutive du marché dépasse ces 5%.

8.2.6 Accès - consignes

Avant la première intervention sur le site, la personne publique remet au titulaire un jeu de clés permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. A la fin du marché public, le titulaire restitue à la personne publique les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

Le titulaire est responsable de son personnel qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans les bâtiments (établissement recevant du public, code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc. ...).

8.2.7 Documentation

Le titulaire dispose de la documentation technique établie dans le cadre des marchés de travaux de mise en œuvre des ouvrages. Cette documentation (dossier des ouvrages exécutés) doit être consultée sur place.

8.2.8 Formation - Habilitation

Le titulaire doit assurer la formation et les habilitations électriques de tous les agents qui interviennent en exploitation et en maintenance sur les équipements.

8.2.9 Tenue vestimentaire

Le port de la tenue de travail est obligatoire ainsi que le port de l'insigne du Titulaire.

Les agents d'intervention devront toujours porter des tenues propres et convenables ainsi que des équipements de protection individuelle notamment des chaussures de sécurité adaptées à leur activité.

Leur tenue et leur équipement seront conformes au code du travail.

8.2.10 Normes, règles professionnelles et DTU

L'entreprise se conforme aux plus récentes lois, règlements, normes et règles professionnelles en vigueur.

De plus, les recommandations de mise en œuvre des fournisseurs retenus sont strictement appliquées.

8.2.11 Plan de prévention

L'entreprise doit fournir au représentant de l'administration tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Afin de prévenir tout risque d'accident, le personnel habilité de l'entreprise titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise présents sur le site.

Dès la notification du marché public, le titulaire doit fournir à l'acheteur la copie des habilitations requises du personnel habilité intervenant sur le site.

8.2.12 Plan de continuité d'activité (PCA)

L'administration établit un plan préventif applicable en situation de crise (pandémie grippale, crue centennale ou grève par exemple). Ce plan ne remet pas en cause l'ouverture des locaux mais il impose des restrictions en termes d'accès aux bâtiments ou de circulation en leur sein. Le titulaire doit pouvoir présenter son propre plan de prévention en cas de crise. Il informe ses agents des risques qui leur incombent et des mesures de prévention individuelles et collectives mises en œuvre. Si un mode dégradé pour cause d'absentéisme devait être adopté, il serait établi en concertation avec l'administration. Le titulaire met à la disposition de ses agents l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires et adaptés à la situation de crise (exemple : gants, lunettes, combinaisons, masques de protection en cas de pandémie grippale). Le personnel est tenu de respecter les consignes mises en place par l'administration visant à la protection des bâtiments et des personnels.

Dans le cadre de la politique gouvernementale, le ministère se doit de pouvoir rester en activité permanente dans le cadre d'un plan de continuité d'activité. Cet impératif induit que les moyens de fonctionnement et d'exploitation des locaux soient eux aussi mis en adéquation, ce qui s'impose au titulaire.

Aussi, dans les trois (3) mois suivant la prise d'effet des prestations, le titulaire devra présenter le plan de

continuité d'activité (PCA) de son entreprise, indiquant les mesures prises pour que les prestations effectuées au profit du ministère ne soient pas ou très peu dégradées, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise. Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute actualisation, et toute modification impactant sa prestation sur les sites ministériels.

Il s'engage à déclencher et déployer son PCA en cas de crise ou faits de grève, à son initiative ou sur demande de l'administration selon les circonstances.

En phase d'exploitation courante, le titulaire doit mettre à jour son plan à minima annuellement à la date anniversaire du marché, et informer le MEFSIN des modifications souhaitées.

-

8.2.13 Nettoyage

Le titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les équipements dont il assure la maintenance ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

8.2.14 Remise des équipements en fin de marché public

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements peut être établi en début et en fin de marché à la demande d'une des deux parties.

8.2.15 Emission et exécution des bons de commande

Le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande sont émis en fonction des prestations à réaliser :

- l'administration décide unilatéralement des prestations à réaliser. Le titulaire s'engage à fournir un devis correspondant à ces besoins en application des prix unitaires de main d'œuvre et de déplacement indiqués au bordereau de prix,
- le titulaire constate lors de la visite de maintenance préventive des dysfonctionnements ou propose des améliorations à apporter. Dans ce cas, l'entreprise en informe l'administration et s'engage à fournir un devis détaillé conformément au bordereau de prix. En cas d'acceptation du devis, l'administration établit un bon de commande et l'adresse au titulaire.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il ne peut donc s'en prévaloir en vue d'obtenir la facturation de travaux supplémentaires lorsqu'aucune modification n'est opérée par le maître d'œuvre.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet de ce marché, la marge du titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de certaines prestations.

Les prix sont établis en tenant compte également :

- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements, ainsi que les ouvrages neufs jusqu'à la réception ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés,
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnements des fournitures ;
- des dépenses liées au coltinage, transport et droit de décharge, suite aux travaux de dépose ou démolition ;
- des frais d'établissement des devis, factures ou mémoires ;
- que les travaux, pour répondre à des situations exceptionnelles, peuvent être exécutés en dehors de la période 8 h – 20 h,

- de la fourniture des matériaux ou matériels décrits dans chaque article ;
- de la fourniture des petits matériels non décrits explicitement dans les articles du BPU et nécessaires à la réalisation des travaux ;
- les déplacements, quel qu'en soit le nombre pour une même affaire ;
- de toutes sujétions inhérentes à l'exécution des ouvrages ainsi que celles liées à amener à pied d'œuvre des matériaux et matériels ;
- d'interventions par tous moyens jusqu'à 3,50 m de hauteur ;
- pour les installations techniques, d'une visite d'entretien, après 3 mois de fonctionnement. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.
- les primes d'assurance ;
- les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité, des contrôleurs techniques, des contrôleurs pour la sécurité et la protection de la santé (SPS) ;
- l'établissement et la mise à jour du dossier d'exécution ;
- les frais d'établissement des plans d'entreprises, relatifs aux ouvrages exécutés, les frais de photocopies, clichés, reproductions et autres documents demandés au cours de l'exécution des travaux.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande (à reporter impérativement sur la facture)
- le numéro du marché public
- les prestations faisant objet de la commande (rappel du n° de devis)
- le montant hors taxe, le taux de la tva, le montant de la tva et le montant ttc
- le délai d'exécution de la commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois mois suivant la fin du marché public.

La résiliation du marché public ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

8.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché public, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché public ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché public aux

torts du titulaire.

8.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

8.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.5 Constatation de l'exécution des prestations – opérations de vérification (lot 1)

Pour le lot 1 uniquement :

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- l'état de fonctionnement et la propreté des installations maintenues ainsi que l'état des locaux mis à la disposition du titulaire,
- la rapidité et l'efficacité des interventions de dépannage,
- la qualité des rapports d'interventions,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique.

Le CCTP précise les modalités de vérification (essais de fonctionnement, contrôles en cours d'intervention ou à la fin d'intervention, mesure de l'indisponibilité, etc...). Il précise, pour les essais prévus (essais de fonctionnement notamment), leur nature et leur périodicité.

A l'issue des prestations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

En cas de non-admission, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté. La personne publique peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire.

8.6 Contrôle des résultats

- Les résultats à obtenir sont appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.
- Les essais prévus par le marché sont à la charge du Titulaire.
- Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en supporte la charge. En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur prend en charge leur coût (devis suivi d'ordre de service).
- A défaut d'exécution rapide par le Titulaire d'une fourniture ou d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, et après ordre de service resté sans effet, la personne publique peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter par tous les moyens qu'il juge bon, aux frais et risques du Titulaire.

Cette procédure ne peut être assimilée à une résiliation du marché par le Titulaire.

Tout manquement fait l'objet d'un constat par la personne publique, notifié au Titulaire, auquel il appartient de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables

8.7 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1, 2 et 3 du présent accord-cadre

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
 - o les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2 ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- en outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pendant la période d'exécution du marché (2 ans)		Nombre d'heures à réaliser pour chaque année d'exécution supplémentaire en cas de renouvellement
Lot 1	1750 heures	875 heures
Lot 2	4500 heures	2250 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Clement COQUERY

Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises

clement.coquery@epec.paris / 06 38 08 02 10

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 8.9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

8.8 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

Le prestataire s'engage à mettre en place une démarche de gestion des déchets générés par son activité en établissant un schéma d'organisation et de gestion des déchets présenté en début de marché à ses interlocuteurs techniques.

Le prestataire doit veiller à réduire l'empreinte carbone de ses propres activités. La flotte des véhicules utilisés par les équipes dans le cadre du marché doit être de préférence composée de véhicules hybrides ou électriques. À cet effet, le prestataire remet le listing des véhicules utilisés pour l'exécution de la prestation au démarrage du marché et ensuite une fois par an.

Au titre de son devoir de conseil, le titulaire s'engage à partager avec la personne publique les évolutions techniques et ou réglementaires ainsi que son expérience technique lui permettant de proposer l'utilisation de matériaux plus vertueux que ceux en place.

Dans le cadre de l'élaboration des devis, le titulaire s'engage à proposer, en fonction des possibilités techniques, une alternative plus efficace d'un point de vue environnemental.

8.8.1 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement** à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

8.9 Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché public aux frais et risques du titulaire.

Il appartient au titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les pénalités ne lui sont pas applicables.

8.9.1 Pénalités liées aux indicateurs clefs de performance

Les pénalités applicables figurent dans l'annexe 2 du CCAP de chaque lot qui définit les indicateurs clefs de performance et les niveaux de service attendus.

8.9.2 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

8.9.3 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

Pour toute infraction constatée par le représentant de l'acheteur aux engagements du titulaire, le prestataire encourt une pénalité de 1000 € TTC.

8.9.4 Pénalités pour défaut de continuité du service

En cas de non respect dans la continuité du service prévu à l'article 10.7.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité.

Cette pénalité est assimilée à un retard de remise des rapports dans l'annexe au CCAP – indicateurs clés de performance (synthèse et rapport).

8.9.5 Pénalités pour non respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

En cas de non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire subit une pénalité s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, 8224-2 et 8224-5.

8.9.6 Plafonnement des pénalités

Les pénalités appliquées au titre du présent article sont plafonnées à 10% du montant annuel TTC du marché public (part forfaitaire et prestations commandées).

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au "mois m_0 ".

La révision des prix s'applique sur le montant hors taxe du forfait concernant les prestations décrites à l'article 5.1 du CCTP ainsi que sur les taux horaires hors taxe de main d'œuvre définis à l'annexe financière.

Les prix du marché sont révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 * ((\text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0))$$

P = Prix révisé

P_0 = Prix indiqué à l'acte d'engagement et considéré comme établi sur la base des conditions économiques du "mois m_0 ",

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, tous salariés, "Industries mécaniques et électriques", identifiant INSEE 001565183.

La valeur de l'indice est celle du "mois m_0 " et la dernière valeur publiée de ce même indice à la date de la révision.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur

Si, à l'initiative de l'INSEE, et en cours de marché les indices subissent une modification, la formule de révision des prix est elle-même modifiée par l'application du coefficient multiplicateur proposé par l'INSEE.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

9.2 Nature des prix

9.2.1 Part forfaitisée du marché public :

Le forfait annuel est détaillé dans l'annexe financière (DPGF).

9.2.2 Part à bons de commande :

Le montant des prestations, des fournitures et des équipements est déterminé par rapport aux prix et le cas échéant le coefficient définis dans le bordereau de prix.

Les fournitures, équipements et prestations hors bordereau font l'objet de demande de devis donnant lieu à bons de commande.

Pour les fournitures et prestations externalisées hors bordereau le titulaire est tenu de présenter systématiquement à l'appui de sa facture ou devis, un justificatif du coût de cette fourniture ou prestation externalisée (extrait du catalogue du fournisseur ou copie de la facture de ce dernier ou du prestataire).

Le montant des prestations effectuées par le titulaire est déterminé par l'application, selon la prestation concernée :

- de prix unitaires de main d'œuvre tels que définis dans l'annexe financière annexé à l'acte d'engagement ;
- du prix des fournitures après application de remise ou coefficient tels que définis à l'annexe financière annexé à l'acte d'engagement.

Lorsque le prix de la fourniture nécessaire à l'intervention est supérieur à 400,00 € HT, le titulaire est tenu de présenter à l'appui de sa facture ou devis, un justificatif du coût de cette fourniture.

Cependant, la personne publique se réserve le droit de réclamer un justificatif du coût de la fourniture engagée, même pour un montant inférieur à 400,00 € HT.

9.3 Avance

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire annuel fixé dans la décomposition du prix global et forfaitaire et calculé en TTC. Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et 12 du Code susvisé.

Pour la part à bons de commande, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande. Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R. 2191-19 du Code susvisé.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R2191-12 et suivants du code susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L2192-12 et suivants et R2192-31 à 36 du code susvisé.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

9.4.2.a Etablissement de la facture

S'agissant de la part forfaitisée :

-une facture mensuelle à terme échu, sur la base du douzième du montant forfaitisé annuel de l'annexe financière est présentée.

S'agissant des commandes :

-une facture trimestrielle correspondant au bordereau récapitulatif des fournitures mises en œuvre lors des prestations de maintenance, et faisant référence au bon de commande y afférent, est présentée ;

-une facture établie dès la fin des prestations, suivant le devis accepté par l'administration et le bon de commande envoyé par l'Administration pour les prestations de maintenance hors forfait, est présentée.

La certification du service fait entraîne la mise en paiement de la facture.

9.4.2.b Mentions obligatoires

Les factures sont envoyées en un original et portent outre les mentions légales les indications suivantes :

- la référence du marché public et du bon de commande ;
- le nom, les coordonnées et le siret du titulaire ;
- la désignation explicite des prestations facturées ;
- la période d'exécution des prestations ;
- le cas échéant, le lieu d'exécution des prestations ;
- les coordonnées bancaires ou postales.

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

9.4.2.c Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.4.2.d Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.4.2.e Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- soit déposer ses pièces de facturation sur le portail ;
- soit saisir directement ses pièces de facturation.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur des pièces de facturation s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie des pièces de facturation, le suivi du traitement des pièces de facturation, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses pièces de facturation par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur des pièces de facturation adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des pièces de facturation, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/> rubrique « nous contacter ».

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par la plate-forme des achats de l'Etat.

10.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui peuvent avoir lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

10.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il est rappelé que les sous traitants devront être habilités "confidentiel défense".

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le numéro du marché public, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

- Le titulaire reste seul et unique interlocuteur de l'administration ; il est responsable des prestations réalisées par le sous-traitant.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès de l'acheteur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R2193-11 à 16 du code de la commande publique.

10.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

10.6 Résiliation

Le marché public est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

10.7 Résiliation partielle

10.7.1 Décisions de résiliation partielle

Lorsque la fermeture d'un site ministériel entraîne l'arrêt définitif des prestations objet du présent marché qui lui sont attachées, le pouvoir adjudicateur procède à la résiliation partielle du marché, uniquement pour la part des prestations concernées par cette fermeture et sans préjudice de la poursuite de l'exécution du restant des prestations prévues au présent marché.

Cette résiliation partielle fait l'objet d'une décision qui prend effet à la date déterminée par le pouvoir adjudicateur pour l'arrêt des prestations. Cette date peut, ou non, correspondre à la date de fermeture définitive du site concerné.

10.7.2 Notification de la décision

La décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en assurer date certaine de réception (lettre recommandée avec demande d'avis de réception, courriel avec demande d'accusé de réception expresse ou télécopie). Quel que soit son support, elle indique obligatoirement la date mentionnée à l'alinéa précédent.

Lorsque le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de notifier une date définitive pour l'arrêt des prestations, il communique au titulaire une date prévisionnelle, qu'il est tenu de mettre à jour au fur et à mesure des nouveaux éléments d'information dont il vient à disposer, jusqu'à ce qu'il puisse notifier la date définitive.

10.7.3 Indemnisation

Lorsque la décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire plus de 120 jours calendaires avant la date de sa prise d'effet définitive, la résiliation partielle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Lorsque la décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire moins de 120 jours calendaires avant la date de sa prise d'effet définitive, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation partielle, égale à 10% du montant annuel forfaitaire hors taxe non révisé, tel qu'il figure à l'annexe 2 (DPGF) à l'acte d'engagement du marché pour les prestations attachées au site en cours de fermeture.

10.7.4 Effets de la résiliation partielle

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations prévues au présent marché sur le site concerné par une fermeture jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation partielle. A défaut, il perd le droit à indemnité dont il dispose le cas échéant, et encourt l'application des pénalités prévues à l'article 8.9.4 (Pénalités pour défaut de continuité du service) du présent CCAP.

La résiliation partielle entraîne, à compter de sa date de prise d'effet définitive, l'arrêt du versement au titulaire du montant correspondant à l'exécution des prestations dont l'arrêt a été prononcé.

La résiliation partielle est sans effet sur l'exécution des prestations attachées aux autres sites ministériels, dont le titulaire assure la poursuite dans les conditions fixées au présent marché.

10.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

10.9 Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution :

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

10.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige est soumis au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 PARIS cedex 04, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, tél : 01 44 59 44 00, fax : 01 44 59 46 46.

Article 11 - EVALUATION DES FOURNISSEURS

Les prestations objets du marché ou du bon de commande font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

L'évaluation de chaque fournisseur sera effectuée à chaque fin de réalisation d'une mission.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au CCAP à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Le présent CCAP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.

Article 13 - Annexes

13.1 Annexe 1 : grille d'évaluation des fournisseurs

- Cette annexe est disponible en téléchargement sur le profil acheteur

13.2 Annexe 2 : indicateurs de performance (KPI) et pénalités

- Une annexe pour chaque lot est disponible en téléchargement sur le profil acheteur